

1) Les Français ne perçoivent pas le « retournement économique », et voient avant tout les propos du Président comme tactiques.

- **Les deux tiers des Français (65%) ont le sentiment que l'activité économique « continue à se dégrader »** ; 27% que la situation est « relativement stable », et seulement 8% perçoivent une légère « amélioration ».

Ces chiffres sont **similaires à ceux mesurés le 28 février dernier** : les Français n'ont pas perçus ces deux derniers mois de signe laissant entrevoir un retournement économique proche.

Cet avis est **partagé à droite (58%) comme à gauche (57%)**, de façon cependant **moins marqué par les sympathisants PS** (44% perçoivent une dégradation, 14% une amélioration) ; et à l'inverse particulièrement fort chez les sympathisants FN (87%).

Les **catégories populaires (69%)** et les **retraités (69%)** ont davantage l'impression que la situation se dégrade que les catégories supérieures (59%). A noter également une nette différence de perception entre les habitants de l'agglomération parisienne, dont 58% ont le sentiment que la situation économique se dégrade, et ceux des **communes urbaines de province (65%)** et surtout ceux des **communes rurales (71%)**.

- **En conséquence, les Français voient massivement dans les propos du Président sur le retournement économique un discours visant « avant tout à redonner confiance » (80%)**, plus qu'une assertion « sincère, car il y croit vraiment » (18%) - la question posée ne proposant que ces deux alternatives.

Même les sympathisants de gauche doutent de la sincérité du Président (27%, dont 38% des sympathisants PS), préférant y voir une volonté politique.

2) La perception des réformes et du plan d'économie est encore très partielle et affectée par de nombreux biais : soupçon de superficialité, fort sentiment d'injustice, non perception des compensations.

- Les Français étaient, d'après les questions posées ces trois dernières semaines, entre 35 et 40% à juger que les mesures annoncées permettront de diminuer les déficits ou de relancer l'économie (score élevé pour des mesures d'efficacité, qui atteignent rarement les 40%).

La formulation plus ambitieuse des questions posées cette semaine laisse penser que **l'effet escompté des mesures reste pour les Français essentiellement de surface : 84% pensent en effet que celles-ci « ne seront pas suffisantes pour redresser la situation économique de la France, ce qu'il faudrait c'est engager de véritables réformes structurelles »** (jugement unanime, partagé par 81% des sympathisants de gauche, 82% des catégories populaires, 82% des sympathisants FN).

⇒ *La sémantique de la « réforme structurelle » renvoie ici naturellement plus à la volonté de changement de l'opinion et à sa défiance dans la capacité de la classe politique qu'à une adhésion de principe aux réformes... Elle indique cependant qu'il pourrait y avoir un intérêt à souligner l'aspect profond et durable des réformes engagées, qui correspond à une attente forte des Français.*

- **L'appétence concrète pour aller plus loin dans le sens annoncé est cependant modérée :**

- Seuls **54%** des Français pensent que « **l'objectif des 50 milliards d'économies** dans les dépenses publiques **n'est pas assez ambitieux**, il faudrait réaliser encore davantage d'économies » (60% des sympathisants de droite, y compris au FN ; 47% des sympathisants de gauche).
- **Le rythme adopté** est dans l'ensemble jugé **bon** (40% « comme il faut », 37% « trop lent », 22% « trop rapide »).
- Surtout, les Français sont **aussi nombreux (54%)** à juger que « les réductions de dépenses prévues **sont trop importantes et vont empêcher la reprise économique** » (dont 57% des sympathisants de gauche 57% et 55% des sympathisants PS).

⇒ Cette apparente contradiction reflète sans doute plusieurs aspects :

- *des difficultés à juger de l'ampleur et de l'efficacité du plan d'économie (au-delà de la minorité « idéologiquement structurés » qui en fait une interprétation de principe) ;*
- *un manque de signification du chiffre de 50 milliards (ordre de grandeur abstrait, de même que les 3%) ;*
- *et surtout une mauvaise perception du sens et de la globalité des mesures annoncées, qui laisse place à un soupçon de ne pas s'attaquer aux vraies faiblesses de l'économie et favorise à l'inverse une crainte de voir sa situation se détériorer (crainte à mettre en relation avec le fort sentiment d'injustice du plan relevé les semaines passées : 10% à peine des Français jugeaient les efforts demandés équitablement répartis).*

- **La vision déformée de ce plan se reflète dans la perception de ceux qui seront le plus mis à contribution : les Français pensent que, pour financer ces mesures, seront d'abord sollicités les PME (36%)** - contre seulement 16% les grandes entreprises -, **les familles (34%) et les retraités (31%)**. Viennent ensuite les **salariés du privé (30%)**, et les **fonctionnaires (25%)**.

A noter que les chômeurs (9%) et les jeunes (10%) sont vus comme épargnés.

⇒ Ce « classement » opéré par l'opinion reflète plusieurs éléments :

- **Un fort sentiment de chacun d'être mis personnellement, et surtout plus que les autres, à contribution** : ainsi, les retraités estiment qu'ils sont les premiers appelés à financer les mesures (à 54%) ; alors que les fonctionnaires pensent que ce seront eux les principaux sollicités (à 48%) ; les salariés du privé étant convaincus que la charge leur reviendra (à 45%). **Là est probablement la source du sentiment (quasi-unanime) que les mesures sont inéquitablement réparties.**
- Ces résultats, s'ils montrent la **notoriété des mesures annoncées** comme le gel des retraites ou du point d'indice des fonctionnaires, dénotent aussi une **faible prise en compte des compensations** : les retraités semblent ne pas intégrer l'exemption pour les petites retraites ; les salariés du privé l'allègement des charges sur les bas salaires ; et les fonctionnaires la possibilité de dégeler le point si la croissance revenait.
- Enfin, le fait que les **PME soient perçues comme premières contributrices** - alors même que les grandes entreprises sont vues comme largement exemptées - montre que le message principal du pacte, qui est d'aider toutes les entreprises, n'est pas passé dans l'opinion.

⇒ Il semble dès lors utile **d'insister sur quelques éléments** que l'opinion n'a pas perçus :

- d'une manière générale, sur le fait que **l'effort de redressement concerne chacun : aucune catégorie n'est particulièrement ciblée.**
- **que cependant les plus modestes, qui ont déjà beaucoup donné, sont préservés** : la moitié des retraités sont ainsi exemptés ; les salariés touchant peu verront même leurs charges diminuer.
- que les **grandes entreprises contribueront elles aussi au financement du Pacte, qui est destiné à aider toutes les entreprises, y compris - voire surtout - les PME.**
- que les **réformes engagées ne sont pas « cosmétique », mais réelles et « structurelles ».**

3) La réforme des rythmes scolaires est toujours rejetée - sauf à gauche. Les a priori négatifs pèsent dans le jugement, et les assouplissements concédés ont peu été perçus.

- **La réforme des rythmes scolaires reste majoritairement rejetée par les Français : 54%** jugent qu'il s'agit d'une mauvaise réforme, soit un taux stable par rapport à novembre dernier.

Les parents d'enfants scolarisés en primaire sont particulièrement opposés à la réforme (67%, contre 52% des parents non concernés). A gauche, le soutien reste majoritaire : 58%, dont 67% des sympathisants PS.

A noter que cette opposition n'est pas forcément liée à des difficultés vécues, et **tient peut-être beaucoup au discours ambiant** : en effet, **dans les communes d'ores et déjà concernées par la réforme, les parents d'enfants scolarisés sont relativement moins sévères** (56% de rejet, 10 points de moins).

- **Une grande partie des Français n'ont pas perçus les assouplissements concédés par B. Hamon** : 43% déclarent ne pas avoir assez entendu parler de ces aménagements liés pour se prononcer sur leur légitimité. **Parmi ceux qui se prononcent, ils sont nettement plus enclins à trouver que ce geste est une bonne chose (34%) qu'une mauvaise (23%).**

A gauche, ces assouplissements ne semblent pas perçus comme un recul malvenu : 38% considèrent qu'ils sont une bonne chose, contre 16% une mauvaise.

Chez les parents d'enfants scolarisés en primaire, comme pour l'ensemble des français, ces assouplissements sont assez bien perçus (31%), mais un bon tiers n'en a pas suffisamment entendu parler pour se prononcer (36%).

⇒ **Une marge de manœuvre réelle semble exister pour convaincre de la réforme :**

- **en diffusant plus largement des exemples réussis, tant l'opposition semble tenir davantage d'une crainte a priori que de difficultés vécues.**
- **en faisant connaître davantage les aménagements décidés** : 37% jugent que ces aménagements sont une mauvaise chose, et ne changeront sans doute jamais d'avis quelles que soient les concessions accordées ; mais 42% n'en ont toujours pas assez entendu parler pour se prononcer.

4) Les Français sont partagés sur la décision du gouvernement sur le rachat d'Alstom, et réserveront sans doute leur jugement tant qu'une solution définitive ne sera pas trouvée.

49% des Français approuvent la décision de « rejeter l'offre de l'entreprise américaine General Electric pour le rachat de la branche énergie d'Alstom » (la question présentait la décision comme un rejet et non une suspension de l'offre). 47% désapprouvent.

A gauche, cette décision est majoritairement approuvée (61%, dont 63% des sympathisants PS) ; la droite la désapprouve dans des proportions similaires (56% des sympathisants UMP, 70% au FN).

Ces résultats sont moins tranchés que les derniers sondages. On peut imaginer que, la préoccupation de l'emploi venant tempérer le « patriotisme économique », l'absence de solution alternative visible pour le moment puisse inquiéter une partie de l'opinion, qui préférerait dès lors un rachat américain.

L'opinion semble toutefois encore peu formée sur ce dossier.

5) Une majorité courte mais stable approuve la fusion des régions, mais l'inquiétude monte sur la suppression des conseils généraux.

- **53% des français sont favorables au fait de diviser par deux le nombre de régions, soit une proportion stable** par rapport au 11 avril dernier. Cette mesure est légèrement plus approuvée à gauche (54%, dont 65% au PS) qu'à droite (51%). Si les habitants du **Sud-Ouest et de la région parisienne l'approuvent massivement** (66% et 59%), les habitants des autres régions sont beaucoup plus partagés.
- **En revanche, la suppression des conseils généraux n'est plus approuvée que par la moitié des Français (50%), soit une chute de 7 points** par rapport au mois dernier. Sans doute la confusion sur les conséquences de cette mesure a-t-elle inquiété des Français, profondément attachés à l'identité de leur département.

Alors que les **parisiens sont majoritairement favorables** à cette mesure (58%), les habitants de **communes rurales ou urbaines de province sont plus réservés** (48-49% d'approbation). Les sympathisants de gauche sont partagés (50/50) - les sympathisants PS y sont toutefois majoritairement favorables (58%) - ; la droite plutôt bien orientée (61% à l'UDI, 52% à l'UMP).

⇒ *Les mesures de l'opinion sur la réforme territoriale restent lacunaires (ou trop générales, datant d'avant les annonces). En l'état, il semble nécessaire de ne pas laisser de confusions s'installer, en particulier concernant la suppression des conseils généraux, qui a pu laisser craindre à certains que les départements eux-mêmes allaient être supprimés./.(CM/AA)*